

QUAND L'HISTOIRE JUGERA DE GAULLE...

« On peut se demander ce que connaîtront nos petits-enfants de l'Histoire de France, et surtout comment ils comprendront qu'un homme qui a signé, non pas la capitulation, mais un armistice devant une armée ennemie victorieuse, peut être un traître... et qu'un autre, tel De Gaulle, put accepter la défaite en Algérie, alors que son armée avait gagné la guerre, livrer aux couteaux des égorgeurs des dizaines de milliers de civils, près de cent mille de ses soldats, et être quand même placé au Panthéon des Héros ! » (Roger HOLEINDRE)

Le 70^e anniversaire de l'**Appel du 18 juin 1940**, commémoré en 2010, a été l'occasion d'un rassemblement hétéroclite de **menteurs...** de **falsificateurs...** de **résistants de la 25^e heure** qui, de façon assez bizarre, auront tous été d'accord pour falsifier définitivement notre Histoire, et pour, au nom soi-disant de la "**vraie vérité**"... inculquer aux enfants de France leur "**histoire politiquement correct**"... en fait, l'abrutissement final !

Pendant une longue semaine d'affabulations, ces messieurs ont tout simplement oublié l'essentiel... à savoir....

Dès le **16 avril 1922**, des **accords secrets** avaient été signés entre l'**Allemagne nazie** et la **Russie des Soviets**, accords dits de **Rapallo**.

L'URSS s'engageait à livrer à Hitler des centaines de milliers de tonnes de matières premières nécessaires à son industrie de guerre, des minerais stratégiques, des marchandises manufacturées, et lui allouait secrètement de grands espaces pour entraîner ses armées terrestres et aériennes.

La pièce maîtresse de ces accords secrets était un réseau de fournitures de produits pétroliers, dénommé D.E.R.O.P. « **Deutsch-Russische Petroleumgesellschaft** » qui permettait aux bolcheviques de fournir tous les carburants nécessaires aux divisions motorisées et blindées teutonnes, et ce, jusqu'à l'occupation de Paris... ce qui valut les félicitations de Staline au Führer.

Le **23 août 1939** **Molotov pour Staline**, et **Ribbentrop pour Hitler**, signent un **pacte de non-agression**. Immédiatement, tous les partis communistes du monde s'alignent sur La Mecque bolchevique et prônent l'entente avec l'Allemagne nazie.

Devant le défaitisme du Parti communiste dit français, qui organise des sabotages dans nos usines d'armement... le **20 février 1940**, l'**Assemblée nationale**, issue du Front populaire, vote la déchéance de 60 députés communistes sur 67. Elle interdit la parution de « **Ce Soir** » et de « **L'Humanité** », puis dissout le parti lui-même. **Maurice Thorez**, son secrétaire général, **déserte** ... Il passera toute la guerre tranquillement près de Moscou, sous le nom d'**Ivanov** (Sic).

Lors de l'offensive suivant la « **drôle de guerre** », **Hitler** ménage le corps expéditionnaire anglais, à deux doigts d'être anéanti à Dunkerque et pour cela, le **24 mai 1940**, donne ordre à ses troupes de lever le pied.

Le **14 juin 1940**, les troupes allemandes entrent dans Paris, déclarée ville ouverte depuis le **11 juin**.

Dès le **15 juin 1940**, des émissaires du “PCF clandestin” réfugiés en Belgique, arrivent à Paris en voitures diplomatiques avec toutes les autorisations de circulation nécessaires leur permettant ainsi de traverser toutes les lignes allemandes.

Il s’agit de **Jacques Duclos**, chef de la direction du PCF, caché en Belgique depuis le **26 septembre 1939** ; de **Maurice Tréand**, chef de l’organisation clandestine du PCF, et d’**Eugen Fried**, représentant officiel de Staline en France. Ils sont logés le soir même à l’Ambassade soviétique de Paris.

Le **18 juin 1940**, le jour même de l’appel de De Gaulle à la continuation de la guerre, nos trois compères entament des **pourparlers avec les Allemands pour faire reparaître *L’Humanité***. Ils s’engagent à soutenir la politique de collaboration russo-allemande, et prônent une entente **Allemagne-Russie-France**.

Pour ce faire, ils envoient une délégation de **trois militants**, dont **Maurice Tréand** et **Denise Ginollin**, à la toute récente **Kommandantur** avec ordre d’y rencontrer le **lieutenant Weber**, chargé de la presse pour la Wehrmacht...

Pendant ce temps, ***L’Humanité* clandestine appelle la population française à faire bon accueil aux soldats allemands... « Prolétaires en uniforme »**.

Les **21 et 22 juin 1940**, la France et l’Allemagne signent l’**armistice à Rethondes**. Hitler ne demande ni l’Empire, ni la flotte, ni même aucune base navale ou aérienne outre-mer, car il savait que Pétain n’aurait pas accepté.

L’histoire, la vraie, retiendra que les premiers à rejoindre De Gaulle à Londres furent des hommes qui aujourd’hui seraient classés à l’extrême droite.

Par la suite, les **principaux ténors de la collaboration pure et dure...** furent des hommes de gauche, **Doriot**, ancien secrétaire général du parti communiste ; **Déat**, ancien secrétaire général du parti socialiste... A des échelons bien moindres, apparaissent les noms du **père de Jospin...** du **père de Giscard d’Estaing**, sans parler de **Georges Pompidou**, et le plus malin, qui deviendra le “patron” des socialistes, **François Mitterrand**, qui sera même décoré de la *Francisque*.

Le **27 juin 1940**, une nouvelle délégation communiste se rend à l’Ambassade d’Allemagne à Paris, pour rencontrer **Otto Abetz**, représentant personnel d’Hitler en France. C’est **uniquement sur instruction de la police française, encore aux ordres de Vichy, que les communistes, un moment arrêtés, mais libérés par les Allemands, ne réussiront pas à faire reparaître légalement leur presse. *L’Humanité*, de moins en moins clandestine, continuera pourtant à paraître, attaquant De Gaulle comme Pétain, exhortant les peuples coloniaux à se soulever aussi bien contre la France libre que contre Vichy**. Les plus virulents sont les membres des Jeunesses communistes, dont fait partie le “héros” de **M. Sarkozy**, le jeune Guy Môquet.

Un peu partout, les militants communistes qui ne goûtent pas l’entente **Joseph-Adolf**, et veulent résister à l’occupant, sont abattus par les hommes des TP (**Travaux Spéciaux**) qui deviendront par la suite des FTP (**Francs Tireurs et Partisans**).

Les communistes jouaient très sérieusement le jeu de l’entente **germano-soviétique** et les murs de France se couvraient d’une affiche reproduisant un appel de **Marcel Cachin**, doyen des communistes et directeur de ***L’Humanité* de 1918 à 1939**, disant... « ... **Les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais, ni préconisés, ni suscités. J’en ai toujours détourné mes camarades.**

Le **3 juillet 1940**, c’est **MERS-EL-KEBIR**. Parmi tous les faits, toutes les dates cachées par les “résistants de 2010”, cet oubli est le plus criminel, car **Mers el Kebir...** c’est la destruction d’une grande

partie de notre flotte... **l'assassinat de 1 300 de nos marins** ! C'est surtout un évènement qui donna à réfléchir à tous ceux qui désiraient continuer la lutte aux côtés des Anglais.

Le même jour d'ailleurs, **Churchill** faisait attaquer et saisir tous les bâtiments de guerre français qui s'étaient rendus très nombreux, dans les ports anglais... faisant des morts et des blessés parmi nos équipages qui, **presque tous furent emprisonnés** avant que la plupart d'entre eux ne demandent à revenir en France.

Précisions elles aussi oubliées, à Vichy, les **9 et 10 juillet 1940 les deux Chambres réunies avaient voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.**

Article unique – L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes, une nouvelle constitution de l'Etat français.

Cette constitution devra garantir les droits du **travail**, de la **famille** et de la **patrie**.

Elle sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées.

Ce texte a été **voté par 569 voix contre 80.**

Se sont **abstenus, 17.**

Le 9 juillet 1940, la Chambre et le Sénat avaient voté séparément, une « résolution tendant à réviser la constitution ». Cette résolution qui constitue, en fait, le texte décisif, a obtenu :

A la Chambre † Pour : 395 / Contre : 3

Au Sénat † Pour : 229 / Contre : 1

Dès le **9 juillet 1940**, la quasi-unanimité de la Chambre et la quasi-unanimité du Sénat estimaient nécessaire la réforme constitutionnelle. Chacun savait que cette réforme constitutionnelle était liée à **l'attribution de pleins pouvoirs au maréchal Pétain.**

Quelle était, en effet, la situation en ce début de **juillet 1940** ?

Plus de 100 000 hommes tués au combat en trois semaines. Des millions de civils errant sur les routes, mêlés à des soldats ayant abandonné tout équipement et tout espoir **avec**, dans certaines unités, une indiscipline et une anarchie héritées du mauvais esprit propagé par les communistes.

L'Angleterre : Son armée avait été également détruite. Ce n'est d'ailleurs, on l'a vu, que sur ordre du « **Furher** » que les troupes allemandes avaient levé le pied... l'Allemagne espérant une entente avec Londres. Accord qui aurait laissé toute l'Europe au **Reich allemand** et toutes les colonies européennes à l'Angleterre et à la France.

La Russie : Elle était liée à l'Allemagne par le pacte germano-soviétique du **23 août 1939**, et **participait à la curée avec les nazis.**

L'Amérique : Le **13 juin 1940**, M **Paul Reynaud** avait adressé au président **Roosevelt** un appel désespéré. Mais la réponse du président ne fut qu'une... "**manifestation de sympathie**".

Le **16 juin 1940**, à Bordeaux, M. **Paul Reynaud** remet à M. **Albert Lebrun**, Président de la République, la **démission du Cabinet.**

Le président de la République charge le **maréchal Pétain de constituer un gouvernement.**

Dans ce gouvernement, entrent **deux députés socialistes**. Ces deux députés y sont avec l'acquiescement de **Léon Blum**.

Le **9 juillet, à Vichy**, a lieu la séance de la Chambre pour travailler sur la résolution tendant à « la **révision de la constitution** ». Le principe de cette révision est **décidé à la quasi-unanimité (3 voix contre)**.

Cette réunion donne lieu à une allocution élevée et émouvante de M. le **Président Herriot, "adoubant" le maréchal Pétain**.

Au même moment, le Sénat se réunissait sous la présidence de M. **Jules Jeanneney, qui passait pour le guide éclairé et le conseiller éminent de la IIIe République. Il sera à la Libération, ministre d'Etat du général De Gaulle**.

Or, on trouve dans son discours la plupart des arguments et des slogans que la propagande de l'Etat français emploiera à profusion au service du nouveau gouvernement : « *Le sort de la France semble être de se régénérer dans le malheur. En aucun temps, son malheur ne fut plus grand. A la besogne pour forger à notre Pays une **âme nouvelle**, pour y faire croître force créatrice et foi, la **muscler fortement** aussi, y rétablir enfin, avec l'autorité des **valeurs morales, l'autorité tout court** !* » C'est lui qui, dans toutes ses interventions, emploiera les mots **Travail-Famille-Patrie** !

Le gouvernement des **Etats-Unis** et le gouvernement de **l'Union soviétique**, n'ont fait aucune difficulté pour reconnaître « *de jure* » le gouvernement de Vichy, et ont, d'une part accredité auprès du maréchal Pétain des ambassadeurs ; d'autre part ils ont accepté les représentants diplomatiques de ce dernier.

Le **22 mars 1941**, le gouvernement soviétique a élevé à la dignité d'ambassadeur M. **Bogomolof**, son chargé d'Affaires auprès du maréchal Pétain.

Toute cette activité politique légale... découlait du fait que le **16 juin 1940**, à Bordeaux, M. **Paul Reynaud**, Président du Conseil, avait remis démocratiquement à M. **Albert Lebrun**, Président de la République, la démission du Cabinet. M. **Albert Lebrun**, tout aussi démocratiquement, chargea alors le **maréchal Pétain** de constituer le gouvernement.

Ce nouveau gouvernement, comme prévu, demande aussitôt l'armistice. Cet armistice est signé avec l'Allemagne le 22 juin 1940, avec l'Italie le 24 juin 1940. Il n'y eut donc jamais de capitulation !

■ Le **9 juillet 1940**, la Chambre des députés et le Sénat se réunissent séparément pour examiner le projet qui leur était soumis par le gouvernement. Les présidents des deux assemblées, **M. Herriot** à la Chambre, **M. Jeanneney** pour le Sénat, prononcèrent à nouveau des discours émouvants **qui eurent une influence décisive sur le vote**.

Aussi, par **395 voix contre 3 à la Chambre**, par **229 contre 1 au Sénat**, le projet du **gouvernement fut adopté**.

Les parlementaires comptés comme n'ayant pas pris part au vote, **sont ceux qui ne se trouvaient pas à Vichy ce jour-là**. Soit parce qu'ils n'avaient pu s'y rendre en raison des difficultés de transport, soit parce qu'ils étaient retenus comme prisonniers par les troupes allemandes, **soit parce qu'ils avaient trouvé plus habile de ne prendre aucune responsabilité, soit pour tout autre raison**.

Aussi, le **9 juillet 1940**, la Chambre et le Sénat, à la quasi unanimité, font droit à la demande du gouvernement et ainsi que cela leur est demandé dans l'exposé des motifs, manifestent leur confiance au **maréchal Pétain**, président du Conseil. **Il n'y a que quatre opposants**.

L'histoire... veut que... aucun chef de groupe ou de parti ne demanda la parole pour faire connaître son opinion. Nulle voix ne s'éleva pour combattre le projet. Nulle critique ne fut ouvertement

prononcée contre le texte présenté. Personne ne “mit en garde” les députés et les sénateurs contre l’attribution des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Le projet de Loi constitutionnelle est le suivant :

*Article unique – l’Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l’autorité et la signature du maréchal Pétain, à l’effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l’Etat français. Cette constitution devra garantir les droits du **travail**, de la **famille** et de la **Patrie**.*

Elle sera ratifiée par la Nation et appliquée par les assemblées qu’elle aura créées.

Fait à Vichy, le 10 juillet 1940

*Par le Président de la République : **Albert Lebrun***

*Le Maréchal de France, Président du Conseil : **Philippe Pétain**.*

Ce texte fut voté par 569 voix contre 80

Se sont abstenus : 17

Le nouveau Président du Conseil... **Philippe Pétain**, était en retraite **au début de la guerre de 1914**. En juillet 1940, l’écrasante majorité de l’**Assemblée nationale** (Chambre des députés et Sénat réunis) lui remet les pleins pouvoirs... **Il a... 84 ans**.

Il est de bonne guerre de classer tous ceux qui auraient soi-disant refusé de voter pour... Pétain, parmi les résistants. Ce qui est certain, c’est que personne... personne... jamais... ! n’a entendu **aucun éclat de voix**, n’a vu un homme se lever et hurler son indignation ou son refus...

Toute la Chambre, l’écrasante majorité des députés et des sénateurs, **majoritairement à gauche** et pour les **députés**, issus du **Front populaire**... ont voté comme un seul homme refusant de prendre en charge la situation réelle du pays, préférant « **refiler le bébé** » à un vieillard.

Car la situation du pays, répétons le, était dramatique ! La moitié de la France était sur les routes, mêlée aux Belges, aux Luxembourgeois, aux soldats... et pour couronner le tout, nos Alliés de la veille faisaient un carnage à **Mers el-Kébir**.

De Gaulle, qui avait **sauté le Rubicon**, pouvait dès lors pour se couvrir, dire n’importe quoi ! Il ne pouvait pas déclarer le gouvernement du Maréchal d’“illégal” !

Mensonge que nous payons encore aujourd’hui, car, dès lors, les “**gaullistes politiques**” firent uniquement la guerre à Vichy... et, d’Alger à Paris, ne pensèrent qu’à l’“épuration”, justifiée peut-être par quelques rares salauds, mais qui frappa aussi des hommes qui n’avaient fait que leur devoir... sanctions qui firent jurisprudence dans la haute administration, et se font sentir encore aujourd’hui... où chacun ouvre le parapluie.

A l’époque, il fallut attendre le **21 juin 1941**, et un coup de tonnerre énorme, démentiel... **Hitler lance ses troupes à la conquête d’ l’Union Soviétique**. Immédiatement, **les communistes**, dits français, **virent à 180 degrés**... Ils n’ont qu’une hâte... **Faire oublier qu’ils ont trahi... qu’ils ont collaboré**. **Ils s’emploient dès lors à supprimer tous ceux qui savent ! Tous ceux qui ont vu ou entendu certaines choses !**

Au pays des Soviets, le « Petit père des peuples » en appelle à la Sainte Russie et réhabilite toutes les valeurs chrétiennes et monarchiques pour sauver son régime.

En août 1942, il y a un os et de taille... **STALINGRAD** ! En novembre 1942, les Allemands, sans aucun préavis, occupent la zone libre. **A Toulon, comme promis, la flotte se saborde. Les amiraux ont tenu parole !**

L'armée française, sauvée par **Weygand**, rentre à nouveau en force dans la guerre. Les pieds-noirs sont mobilisés au maximum : **17 classes**, du jamais vu ! Les **troupes indigènes** restées fidèles sont là aussi en nombre et en qualité. **C'est l'Armée d'Afrique, celle qu'a réussi à préserver Vichy**, qui fera le poids auprès des Alliés... avec ou sans De Gaulle la France serait repartie en guerre... Au moment où à travers ce 70^e anniversaire de 1940, tout et le contraire de tout est raconté... parfois avec naïveté, souvent avec haine... parlant du maréchal Pétain comme d'un traître.

C'est encore une possibilité de réconciliation nationale qui est jetée aux poubelles de l'Histoire ! Pour quels intérêts politiques sordides ?

J'aimerais quand même signaler que : en 1942, Churchill qui était plus qu'excédé contre De Gaulle (ce dernier devant se rendre en Afrique), fit parvenir à Vichy... pour Pétain, l'immatriculation de l'avion du « **Chef de la France libre** », l'itinéraire prévu et les escales envisagées... **Pétain fit détruire ces documents et déclara... « Je ne mange pas de ce pain là ».**

A côté des mensonges du « politiquement correct », il y a l'Histoire... Un jour viendra où elle jugera !

Roger HOLEINDRE

Président du Cercle National des Combattants

-0-0-0-0-0-0-

DE GAULLE... MYTHES ET REALITES JUSQU'EN 1940

"Au bout d'une demi-heure, j'ai vu apparaître à la sortie du trou un vague tissu blanc, probablement une chemise accrochée à une baïonnette au bout d'un fusil. J'ai donc ordonné le cessez-le-feu. Quelques hommes sont sortis et c'est alors que j'ai remarqué l'officier qui les commandait tellement il était grand. Je me suis avancé vers lui. Il paraissait un peu hagard et chancelant."

(Témoignage du lieutenant Casimir Allbrecht, 19^{ème} régiment de la Reichswehr, publié dans "Le Nouveau Candide", 21 avril 1966)

"Nous avons été encerclés et sous les ordres de notre capitaine de Gaulle nous avons été obligés de nous rendre"
(Témoignage de Samson Delpech, publié dans "Sud-Ouest Dimanche" le 16 avril 1961 et le 29 mars 1966)

"Un de mes amis qui fut prisonnier avec de Gaulle m'a rapporté ceci. Les Boches qui faisaient l'honneur aux officiers français qui s'étaient courageusement battus de leur rendre leur sabre pour certaines manifestations comme la messe par exemple, ne le rendirent pas au capitaine de Gaulle. Celui-ci, croyant en un oubli, le leur réclama sèchement. Les Allemands s'étonnèrent de sa demande mais, à tout hasard, refirent une enquête sur les conditions de sa reddition. Renseignements pris, les Allemands ne rendirent pas son sabre au capitaine de Gaulle"

(Témoignage du général Perré le 11 juin 1966. repris par la presse internationale. En dépit des appels des gaullistes militants, l'Élysée n'opposa aucun démenti.)

"Charles de Gaulle ne semble pas avoir montré sur le terrain les qualités de coup d'œil et d'invention qui font qu'avec 1000 hommes ou 300 000 on est Masséna ou Rommel." (Jean Lacouture. De Gaulle, Ed Le Seuil)

"Le 15 mai, le corps blindé Guderian et le 1^{ème} Panzer Corps atteignirent simultanément Montcornet à 70 km de Sedan. On pouvait supposer que le haut commandement allemand ne se

contenterait pas d'une simple tête de pont sur la Meuse. Pourtant, le général Von Kleist donna l'ordre de s'arrêter".

(Gert Bucheit, Hitler der feldherr, traduit en français sous le titre "Hitler, chef de guerre", Ed Arthaud)

"Ces contre-attaques ne nous mirent pas du tout en danger ... Guderian en fit son affaire sans me déranger et je n'en entendis parler que le lendemain."

(Interview du maréchal Von Kleist, dans l'ouvrage de Liddell Hart, Les généraux allemands parlent, ed Stock)

Le 5 juin, Le président du Conseil Paul Reynaud a nommé de Gaulle sous-secrétaire d'Etat à la guerre. Reynaud projette de créer un gouvernement français en exil et charge de Gaulle de préparer le terrain à Londres :

"De Gaulle débarque pour la première fois à Londres le 9 juin. Mission officielle : obtenir de moi que j'envoie en France les escadrilles de la R.A.F. basées en Angleterre qui font cruellement défaut sur le front. Je refuse. A ma grande surprise, je vois de Gaulle faire demi-tour au moment de quitter mon bureau, se retourner, et venir me murmurer : "Je crois que vous avez tout à fait raison". (Winston Churchill. Mémoires de guerre. Ed Plon)

De retour d'une mission à Londres le 16 juin, de Gaulle apprend que Paul Reynaud a démissionné. Il est remplacé par le Maréchal Pétain. De Gaulle n'est pas dans le nouveau gouvernement ; il n'est plus sous-secrétaire d'Etat.

"C'est bon, ils ne veulent pas de moi ! Dans ces conditions, je fous le camp à Londres"

(Cité par Alfred Fabre Luce, « *Le plus illustre des Français* », Ed. Julliard).

Le 17 juin, il repart à Londres avec Edward Louis Speirs, envoyé spécial de Churchill, qui n'a pas réussi à convaincre Reynaud et Mandel de rejoindre Londres

Il s'agit là d'un point très important car si de Gaulle s'était vu confier un poste ministériel ou même sa reconduction comme sous-secrétaire d'État, il serait resté à Bordeaux et aurait fait partie du premier gouvernement Pétain. Quelle aurait été sa véritable conduite dans la suite des événements ? Cela nous ne le saurons jamais.

- *« De toutes les croix que j'ai portées, la plus lourde a été la Croix de Lorraine »* (Winston Churchill)

- *« Votre pire ennemi, c'est vous-même. Vous avez semé le désordre partout où vous êtes passé ! »* (Churchill à De Gaulle)

MYTHE ET IMPOSTURE

"A l'occasion de votre élection à la présidence de la République algérienne, je vous adresse mes félicitations. Cette indépendance algérienne, nous l'avons voulue et aidée » (Message de Charles de Gaulle à Ben Bella, le 4 septembre 1963)

« Lorsque la pierre tombale de l'Algérie Française aura été scellée par la volonté acharnée d'un homme épaulé par la lâcheté de tout un peuple, je n'abandonnerai

jamais l'idée de pouvoir débarrasser mon pays du personnage qui a corrompu l'âme de la France » (Colonel Antoine Argoud)

Ces mots du brillant officier que fut le Colonel Argoud ne cessent, depuis des années, de résonner à ma mémoire et je console mon amertume en me disant que s'il existe vraiment une justice, de Gaulle devrait aujourd'hui s'y trouver. En effet, mon éducation chrétienne m'incite à penser que toute œuvre humaine passe en revue devant Dieu pour être classée comme acte de fidélité ou comme acte d'infidélité. En face de chaque nom, dans les registres du ciel, sont couchés avec une redoutable exactitude toute action mauvaise, tout despotisme, toute trahison, tout parjure et la loi de Dieu sera sans appel pour ceux qui auront contrevenu à ses commandements. Par conséquent, si le paradis est accordée à De Gaulle, alors il n'y a plus de raison de craindre la Justice Divine... tout le monde y aura accès... et cela ne se peut !

Quand l'Histoire et la postérité jugeront Charles de Gaulle, elle dira : « *Il a demandé son succès à l'astuce et au mensonge ; il l'a déshonoré par ces milliers de morts qui ont cru à ses paroles. Et ses crimes d'avoir appelé les Musulmans à servir la France pour ensuite les abandonner au massacre, d'avoir trompé ses soldats, d'avoir abusé de cette candeur sublime sans laquelle il n'y a pas de héros, d'avoir privé du rayonnement de leur Patrie plus d'un million d'êtres après les avoir livrés à la hache des bourreaux, d'avoir couvert les enlèvements et laissé mourir dans d'indescriptibles souffrances des milliers d'êtres humains innocents... sont inexpiables* ». C'est cela que l'Histoire ne lui pardonnera pas ! C'est d'avoir souillé d'astuce et de cruauté la grande œuvre d'unité que des générations précédentes avaient entreprise ; d'avoir taché indélébilement l'histoire de la France.

Pour la majorité de la presse française et pour le peuple français par trop naïf et crédule, de Gaulle, cet instrument de braderie qui jamais durant la guerre d'Algérie ne fit preuve d'amour, de générosité et de dignité humaine, fut un objet d'admiration et d'enthousiasme. « *Il était grand !* » Et voilà, ici, cette notion de grandeur qui sauve tout : « *De Gaulle, ce grand homme !* »... Grand par la taille, oui, quand au reste !...

Sous le vocable de grandeur on exclut tout d'un coup le critère du bien et du mal. Pour celui qui est grand il n'est pas de mal. Il n'est aucune horreur qui puisse être imputée à crime à celui qui est *grand* ! Ce qui est « *grand* » est bien ; ce qui n'est pas « *grand* » est mal. Et pourtant, parmi sa génération de soldats, il y eut de *grands hommes*, de vrais, ceux-là : Leclerc, Juin, De Lattre de Tassigny... mais lui, de Gaulle, était d'une autre race, brutal, cynique, ambitieux, assoiffé d'honneurs, hautain, méprisant, discourtois, cassant, sans rien d'aimable dans l'insolence... craint de ses propres ministres. C'est Alain Peyrefitte qui aura le courage d'en parler dans ses mémoires et rapportera ces mots méprisants qu'il eut à l'égard des harkis lors du Conseil des Ministres du 4 mai 1962 : « *Les harkis, ce magma dont il faut se débarrasser sans attendre !* » Que de cynisme de la part d'un Chef d'Etat ! Et quand ce même Peyrefitte, pris de remords à la vue du désastre humain que représentait l'exode des Français d'Algérie exposera au « général Président », le 22 Octobre 1962, « *le*

spectacle de ces rapatriés hagards, de ces enfants dont les yeux reflètent encore l'épouvante des violences auxquelles ils ont assisté, de ces vieilles personnes qui ont perdu leurs repères, de ces harkis agglomérés sous des tentes, qui restent hébétés... », De Gaulle répondra sèchement avec ce cynisme qu'on lui connaissait : « *N'essayez pas de m'apitoyer !* »... On était bien loin du « *C'est beau, c'est grand, c'est généreux la France !* »...

Cependant, ce qui est incompréhensible, c'est que tout le monde connaissait le personnage ; tout le monde savait cela, oui, mais voilà : « *Il était grand !* »... C'était suffisant.

Pour bon nombre de journalistes et d'historiens, *être grand* c'est le propre de ces êtres d'exception qu'ils appellent des héros. Et de Gaulle se retranchant derrière *l'Histoire*, en abandonnant à leur perte non seulement ses anciens compagnons d'armes, ses soldats qu'il avait entraînés dans « son » aventure (que l'on se souvienne de Mai 1958 !) mais encore, plus d'un million de Français à qui il devait tout et autant de fidèles Musulmans engagés politiquement et militairement parlant... sentait « *que c'était grand* » et son âme était en paix. Et il ne vient à l'idée de personne que reconnaître pour *grand* ce qui échappe à la mesure du bien et du mal, c'est seulement reconnaître son propre néant et son incommensurable petitesse. Du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas. Aux yeux du monde, de Gaulle l'a franchi...

Quelle responsabilité pour celui qui se déclarait le « *sauveur de la France* », pour celui qui avait « *ramené la liberté* », celui qui invoquait la grandeur morale, nationale et intellectuelle ! Rarement autant d'indifférence, d'immoralité politique et de vilénie furent mises au service d'une politique que l'on voulait faire passer pour pragmatique et *généreuse*.

Dans son livre « *Les damnés de la terre* », Alexis Arette (qui tenait l'information de Georges Bidault, l'ancien Président du Conseil National de la Résistance sous l'occupation allemande), rapporte l'anecdote suivante :

Lors de la conférence de Casablanca qui se tint du 14 au 24 janvier 1943 afin de préparer la stratégie des alliés après la guerre à l'égard de l'Europe, Churchill parvint à réunir non sans mal Giraud et De Gaulle en face de Roosevelt. Giraud était indispensable dans l'élaboration de cette stratégie. Général de grande valeur, à la tête de l'armée d'Afrique, il ne devait aucune de ses étoiles aux « arrangements politiques du temps » et jouissait d'un grand prestige aux yeux des Américains depuis son évasion, l'opération Torch et la prise d'Alger. Ces derniers le considéraient, sans la moindre équivoque, comme le chef militaire de la France combattante envisageaient très sérieusement une coopération unifiée où tout naturellement sur le plan strictement militaire de Gaulle était placé hiérarchiquement sous ses ordres... ce que le « *général micro* » n'appréciait guère. Les deux hommes se détestaient... Tout les opposait : le sens du devoir, la fidélité à la parole et à l'Etat, la valeur militaire, etc... Mais les Américains comprenant que le ralliement de l'Afrique dans sa globalité était nécessaire et que dans ce contexte Giraud qui restait loyal à Pétain - mais qu'ils considéraient comme

infiniment plus fiable et d'une envergure supérieure à De Gaulle –était absolument incontournable. Churchill allait donc œuvrer pour mettre les deux hommes en face de Roosevelt et obtenir la fameuse poignée de main de circonstance dont la photo fera le tour du monde... Cependant Roosevelt, toujours frileux pour entrer en guerre en Europe, posa clairement la question aux deux officiers Français : « *Les Etats Unis seraient susceptibles de débarquer en France à la condition que la France accepte d'ouvrir son empire au commerce américain et prenne l'engagement de décoloniser dans les trente ans* » Giraud eut un haut de cœur et claqua la porte... De Gaulle resta. On connaît la suite... Peu de choses ont été dites officiellement sur le marchandage de cette entrevue et le refus de Giraud d'accepter les conditions honteuses du démantèlement de l'Empire Colonial Français, conditions auxquelles De Gaulle souscrit sans le moindre scrupule...

Je me suis souvent demandé quel aurait été le sort de l'Algérie s'il n'y avait pas eu de Gaulle. L'Histoire aurait, assurément, été écrite différemment. A l'ordinaire, l'Histoire n'est qu'une résultante d'infiniment petites forces où chaque individu n'a que la part d'une composante élémentaire. Mais à certaines heures naissent des hommes qui résument en eux une force capable d'intégrer, d'orienter toutes les autres forces élémentaires de la nation. Ceux-là changent vraiment le destin des peuples et du monde. Ou plutôt ces hommes sont le destin... et de Gaulle en fait partie. Ainsi, concernant la guerre d'Algérie, l'Histoire, sous de Gaulle, nous a démontré qu'elle n'était jamais qu'un rocher imaginaire de gloire et de boue entraîné par des torrents de sang vers des absences de rivages... Et cette Histoire là, comme le sable, a bu les rêves et le sang de milliers d'hommes sans en être fécondée.

JOSÉ CASTANO

Courriel : joseph.castano0508@orange.fr